



National Security Strategy

of the United States of America

November 2025



Les États-Unis déclarent la guerre à l'Europe

L'administration Trump a publié son document tant attendu sur la stratégie de sécurité nationale. C'est une bonne nouvelle pour ceux qui souhaitent améliorer les relations avec la Russie sur la base du respect mutuel et de la prospérité commune. C'est une mauvaise nouvelle pour les bellicistes mondialistes qui ont perverti le partenariat transatlantique en une plateforme de conflit perpétuel.

Scott Ritter

mer. 10 déc. 2025

Pas d'élargissement de l'OTAN. Reconnaissance que la politique d'élargissement sans restriction de l'OTAN a nui aux intérêts des États-Unis en matière de sécurité nationale. Et déclaration sans ambages selon laquelle l'Europe, sur sa trajectoire

actuelle de confrontation avec la Russie, constitue une menace pour les intérêts des États-Unis en matière de sécurité nationale.

Voici quelques-uns des principaux enseignements tirés de la [nouvelle stratégie de sécurité nationale \(NSS\) des États-Unis](#). La NSS est un document fondamental produit par le pouvoir exécutif américain qui définit les priorités et les préoccupations en matière de sécurité nationale et établit une stratégie générale pour y répondre. La publication de la NSS est une obligation légale prévue par la loi Goldwater-Nichols de 1986 et sert de document politique fondamental sur lequel se basent d'autres directives de mise en œuvre, telles que la Stratégie militaire nationale des États-Unis, publiée par le ministère de la Défense/de la Guerre.

En bref, c'est très important.

Très important.

Et cela augure des difficultés pour l'Europe et l'OTAN.

La NSS de Trump déclare ouvertement que l'Europe, telle qu'elle est actuellement configurée, est intrinsèquement incompatible avec les intérêts américains. Si l'Europe maintient sa trajectoire politique actuelle, affirme Trump, elle sera « méconnaissable dans 20 ans ou moins », et les problèmes économiques actuels, qui se manifestent par l'échec des politiques européennes, risquent d'être « éclipsés par la perspective réelle et plus sombre d'une disparition de la civilisation ».

L'Europe n'est plus considérée collectivement comme un partenaire fondamental en matière de sécurité nationale, note la NSS de Trump. « Il est loin d'être évident que certains pays européens disposeront d'économies et d'armées suffisamment solides pour rester des alliés fiables », déclare le document.

De plus, la NSS postule que l'Europe elle-même est devenue une source d'idéologies incompatibles avec les notions américaines de liberté, déclarant que l'Union européenne et « d'autres organismes transnationaux » mettent en œuvre des activités qui « sapent la liberté politique et la souveraineté », citant spécifiquement les politiques qui impliquent « la censure de la liberté d'expression et la répression de l'opposition politique, l'effondrement des taux de natalité et la perte des identités nationales et de la confiance en soi ».

Selon la NSS, l'Europe telle qu'elle est actuellement conçue par ceux qui détiennent le pouvoir est fondamentalement incompatible avec les intérêts et les valeurs américaines. Il est important de noter que la NSS souligne la montée en puissance des « partis patriotiques européens », déclarant que « l'Amérique encourage ses alliés politiques en Europe à promouvoir ce renouveau spirituel ».

Il s'agit là d'une déclaration de guerre idéologique entre les États-Unis et les élites mondialistes européennes.

On dit que le diable se cache dans les détails, et c'est dans les détails de la nouvelle NSS que les germes de la disparition de l'Europe ont été semés.

Il convient de noter d'emblée que l'Europe est classée troisième priorité politique parmi les trois principales préoccupations politiques, après la sécurité de l'hémisphère occidental et la sécurité de la région indo-pacifique.

L'Europe n'est pas une priorité absolue pour les États-Unis.

« L'Europe reste stratégiquement et culturellement vitale pour les États-Unis », déclare la NSS, soulignant que « le commerce transatlantique reste l'un des piliers de l'économie mondiale et de la prospérité américaine ». Les États-Unis, déclare la NSS, ne peuvent « se permettre de faire une croix sur l'Europe, car cela irait à l'encontre des objectifs de cette stratégie ».

Dans ce contexte, la NSS définit une « politique générale pour l'Europe » qui donne la priorité au rétablissement de « conditions de stabilité au sein de l'Europe et de stabilité stratégique avec la Russie » tout en « permettant à l'Europe de voler de ses propres ailes et de fonctionner comme un groupe de nations souveraines alignées » qui assument « la responsabilité première de leur propre défense, sans être dominées par aucune puissance adverse ».

Il ne s'agit pas d'une situation habituelle.

La NSS note que « depuis au moins la fin de la guerre froide, les administrations ont souvent publié des stratégies de sécurité nationale qui cherchent à élargir la définition de l'« intérêt national » américain de telle sorte que presque aucune question ou entreprise n'est considérée comme hors de son champ d'application. Mais se concentrer sur tout, c'est ne se concentrer sur rien. Les intérêts fondamentaux de la sécurité nationale américaine doivent être notre priorité. »

Si les États-Unis souhaitent « aider leurs alliés à préserver la liberté et la sécurité de l'Europe, tout en restaurant la confiance en soi de la civilisation européenne et l'identité occidentale », cet objectif politique ne s'accompagne pas d'un chèque en blanc, comme cela avait été le cas par le passé.

La nouvelle NSS met l'accent sur ce qu'elle appelle le « réalisme flexible », déclarant que « la politique américaine sera réaliste quant à ce qu'il est possible et souhaitable de rechercher dans ses relations avec les autres nations », en recherchant « de bonnes

relations et des relations commerciales pacifiques avec les nations du monde sans leur imposer des changements démocratiques ou sociaux qui diffèrent largement de leurs traditions et de leur histoire ».

Il s'agit là d'un changement radical par rapport aux pratiques passées, où la promotion des normes et des valeurs démocratiques américaines était considérée comme l'élément fondamental de la politique de sécurité nationale des États-Unis.

« Nous reconnaissions et affirmons », note la NSS de Trump, « qu'il n'y a rien d'incohérent ou d'hypocrite à agir selon une telle évaluation réaliste ou à maintenir de bonnes relations avec des pays dont les systèmes de gouvernement et les sociétés diffèrent des nôtres, même si nous poussons nos amis partageant les mêmes idées à respecter nos normes communes, favorisant ainsi nos intérêts. »

En bref, la NSS de Trump rejette ce qu'elle appelle « le concept malheureux de domination mondiale pour elle-même ». Ce faisant, la NSS de Trump rejette la perception et la réalité « de l'OTAN comme une alliance en expansion perpétuelle ».

L'expansion de l'OTAN, un « droit » supposément inscrit dans l'article 10 de la Charte de l'OTAN, est au cœur de la politique européenne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Un aspect essentiel du concept d'expansion de l'OTAN est la nécessité de présenter la Russie comme un ennemi perpétuel. Cela a conduit à des décennies d'instabilité qui ont abouti à un conflit entre la Russie et l'Ukraine, sous l'impulsion de l'OTAN, où l'Ukraine sert de proxy à l'OTAN/aux États-Unis dont la mission est de contribuer à la défaite stratégique de la Russie en créant les conditions d'un effondrement économique, social et politique en Russie.

La nouvelle NSS déclare effectivement que cette trajectoire politique est terminée.

Mettre fin au conflit en Ukraine, au lieu de collaborer avec l'Europe pour trouver des moyens de le prolonger indéfiniment, est une priorité absolue pour l'administration Trump dans le cadre de la nouvelle NSS. L'administration Trump, déclare la NSS, « se trouve en désaccord avec les responsables européens qui ont des attentes irréalistes concernant la guerre, perchés dans des gouvernements minoritaires instables, dont beaucoup bafouent les principes fondamentaux de la démocratie pour réprimer l'opposition ».

La Russie n'est pas l'ennemi.

C'est l'Europe.

« Une grande majorité des Européens veulent la paix », déclare la NSS, « mais ce désir ne se traduit pas en politique, en grande partie à cause de la subversion des processus démocratiques par ces gouvernements. Cela revêt une importance stratégique pour les États-Unis, précisément parce que les États européens ne peuvent se réformer s'ils sont pris au piège d'une crise politique ».

La NSS cite comme « intérêt fondamental des États-Unis » la nécessité de « négocier un cessez-le-feu rapide en Ukraine, afin de stabiliser les économies européennes, d'empêcher une escalade ou une extension involontaire de la guerre, de rétablir la stabilité stratégique avec la Russie, et de permettre la reconstruction de l'Ukraine après les hostilités afin de lui permettre de survivre en tant qu'État viable ».

L'un des principaux obstacles auxquels sont confrontés les États-Unis à cet égard est l'alliance de l'OTAN. Il ne s'agit pas seulement de l'ambition aveugle de l'OTAN d'élargir ses rangs sans se soucier des conséquences, mais aussi du fait que la trajectoire politique actuelle de l'Europe, qui permet une migration incontrôlée, a créé une nouvelle réalité géopolitique qui rend l'OTAN insoutenable dans sa configuration actuelle. « À long terme », observe la NSS, « il est plus que plausible que d'ici quelques décennies au plus tard, certains membres de l'OTAN deviennent majoritairement non européens. À ce titre, la question reste ouverte de savoir s'ils considéreront leur place dans le monde, ou leur alliance avec les États-Unis, de la même manière que ceux qui ont signé la charte de l'OTAN. »

La NSS cherche à « aider l'Europe à corriger sa trajectoire actuelle », en la remettant sur la voie de « la démocratie authentique, la liberté d'expression et la célébration sans complexe du caractère et de l'histoire propres à chaque nation européenne ».

L'administration Trump encouragera « ses alliés politiques en Europe à promouvoir ce renouveau spirituel, et l'influence croissante des partis patriotiques européens est en effet source d'un grand optimisme ».

C'est une bonne nouvelle pour la Russie et le reste du monde.

C'est une mauvaise nouvelle pour l'OTAN et la cabale actuelle des élites politiques et économiques qui ont mis l'Europe sur une trajectoire incompatible avec les intérêts de sécurité nationale des États-Unis.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Trump, Donald L'Europe ÉTATS-UNIS L'UE L'OTAN Analyse